

Un suffrage universel cuisiné pour Hongkong : «Vous pouvez voter mais nous choisissons les candidats».

La crise politique ne cesse de s'aggraver à Hongkong : une semaine de grève universitaire commencée le 22 septembre suivie d'une manifestation interdite, une demande d'entrevue ignorée avec le chef de l'exécutif, l'escalade des barrières protégeant les bâtiments administratifs et des dizaines d'arrestations, puis le 28 septembre, l'usage intensif des gaz lacrymogènes par la police anti-émeute avec le lendemain, l'occupation et la paralysie anticipées du quartier des affaires promises initialement pour le premier octobre, - un camouflet pour la fête nationale chinoise.

C'est que les menaces sur Hongkong se précisent : les discours officiels ne contiennent plus la phrase rituelle sur «l'administration de Hongkong par les gens de Hongkong» ; pas de référence non plus à ce «haut niveau d'autonomie» assuré autrefois pour cinquante ans et qui devait rassurer les habitants du territoire. Fin août à Beijing, l'Assemblée nationale donne son point de vue et veut l'imposer : les autorités expliquent d'abord qu'en cas de troubles dans l'ancienne colonie britannique, les forces de l'ordre ont les moyens de reprendre en main la situation ; puis des spécialistes de la «Loi fondamentale» laissent entendre que Beijing reprendrait le pouvoir direct si la protestation prenait de l'ampleur (Zhang Dinghui, directeur adjoint du Centre de Shenzhen pour la Loi fondamentale, South China Morning Post - 11 septembre).

Sur le fond pour Beijing, le suffrage universel de Hongkong n'a pas à se plier à la norme internationale où chacun vote et a le droit aussi de se porter candidat. Cette restriction s'applique d'ailleurs aux élections locales du régime central : le régime filtre, bloque, gêne de mille manières les candidats libres. Selon le livre blanc, les candidats de Hongkong seront deux ou trois seulement et ils devront avoir obtenu la majorité des voix d'un comité désigné de désignation de 1.200 personnes.

Le mouvement de désobéissance Occupation du quartier d'affaires (Occupy Central) qui se prépare pour le premier octobre, diffusait le 24 septembre un manuel de désobéissance expliquant les modalités de la manifestation et les précautions à prendre face à la police. Ce blocage du quartier des affaires a pour objet de pousser les membres du Conseil législatif à rejeter le projet du gouvernement central pour l'élection du chef de l'exécutif en 2017. Le 12 septembre, un groupe d'étude catholique mené par le cardinal Zen Ze-kiun avait demandé aux législateurs de faire de même car ces propositions vidaient de tout sens le suffrage universel et il s'agissait d'une question de «dignité». Le 15 septembre, cinq cents vingt universitaires affirmaient dans une déclaration leur volonté de lutter pour une démocratie authentique et apportaient leur soutien à la prochaine grève des cours.

Ce mouvement de fond divise la population du territoire. Plusieurs accrochages accompagnés de violences ont déjà opposé les protestataires et les éléments favorables à Beijing. Les autorités, qui cherchent à restreindre l'ampleur des manifestations, ont rejeté la demande de manifestation dans le quartier des affaires le premier octobre, au motif que l'emplacement était réservé pour la célébration de la fête nationale. Certains craignent le pire, qui n'est pas exclu : dans une lettre ouverte au chef d'État publiée dans le New York Times et le Wall Street Journal, des financiers du camp démocrate demandent à Xi Jinping de ne pas traiter le mouvement de protestation comme le fut celui de 1989 à Beijing, par le recours à une répression sanglante. Relayant cette démarche, 170.000 pétitionnaire des États-Unis demandent au chef de la Maison blanche d'avertir le pouvoir chinois des «sévères conséquences» qu'entraînerait une suppression militaire du mouvement démocratique.

La population s'inquiète car elle craint que Beijing sous-estime la force du mouvement démocratique.

>>>>

Elle s'est émue le 28 août au passage de véhicules blindés dans les rues animées de l'agglomération, quelques jours avant que Beijing annonce sa conception du suffrage universel borné. En effet, aux termes de la Loi fondamentale, l'armée ne peut servir qu'à la Défense nationale ; elle ne doit pas servir à intimider comme en 1989 à Beijing ou à réprimer de prétendus « ennemis de l'intérieur » ou « éléments antichinois ».

Le bureau de l'Assemblée nationale chinoise fait obligation aux citoyens de Hongkong de voter pour des candidats « patriotes » et qui « aiment la Chine », autrement dit, qui soutiennent le parti communiste. Mais cet appel au patriotisme semble bien peu convaincant au moment où un sondage - du South China Morning Post publié le 15 septembre à Hongkong - révèle que 48% des Chinois les plus riches (ceux qui possèdent plus d'un million et demi de dollars) ont envie de quitter le pays dans les cinq ans, notamment pour assurer une meilleure éducation et un meilleur avenir professionnel à leurs enfants.

La question de Hongkong va marquer les prochaines décennies et il est difficile d'en deviner l'issue. D'un côté, on voit mal une régression du multipartisme et d'un régime de libertés fondé sur l'état de droit vers un système monocolore : monopole du parti communiste, censure de la presse, syndicat unique et répression des voix dissidentes. Mais de l'autre, le pouvoir central a parfaitement raison : une liberté de scrutin accordée à Hongkong saperait l'autorité du parti, nierait la légitimité d'un régime fondé sur le refus d'un suffrage universel et conduirait probablement à l'effondrement du système. Le Comité permanent de l'Assemblée invoque l'impératif de la Sécurité nationale mais son souci réel et non exprimé, c'est la pérennité du parti, la stabilité de son pouvoir et le refus de toute subversion démocratique.

À ce déni de démocratie on se demande, une fois de plus, ce que sera la réponse européenne. Le parlement britannique va débattre du sort réservé à l'accord de 1984 qui organisait le retour du territoire à la Chine populaire, non sans précautions mais sans les précisions qui semblaient alors aller sans dire. L'Union européenne occupée par l'Ukraine, la Syrie, l'Irak et la résistance aux djihadistes a toutes raisons d'ignorer l'affaire et d'oublier ses principes : certes, sept millions d'habitants menacés de transition vers le parti unique, après tout, c'est plus que les pays baltes qu'on veut protéger de leur encombrant voisin russe ; mais ils sont si éloignés et il est tellement plus confortable de garder les yeux fermés...

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	4
Répression du mouvement démocratique. Liberté religieuse.	5 - 6
Avocats. Appareil répressif. Corruption.	6 - 7
Condition ouvrière. Conflits du travail.	7 - 8
Questions rurales. Environnement. Niveau de vie.	8
Minorités ethniques	9 - 10
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong. Macao	10 - 11
Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux	12
Informations diverses	12
Sources d'information	12
Bibliographie	13
Encadré : La diplomatie dissoute dans le commerce	13 - 14

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 23 sept.** **Mise en détention de l'écrivain et journaliste de Beijing Cao Baoyin**, défenseur d'une scolarisation alternative, autonome et libérale, adoptée dans le district Fengtai de la capitale. Ses prises de position en ce domaine lui avaient coûté en 2013 son poste de direction au journal Beijing News. Selon la publication Caixin, l'école aurait été contrainte d'abandonner son programme alternatif il y a quelques jours, sous pression administrative, ce qui aurait conduit la moitié des parents d'élèves à retirer leur enfant. *(S.C.M.P., 25 septembre)*
- 17 sept.** **La municipalité de la capitale a constitué un comité pour réprimer «les pratiques immorales» des médias.** Il surveillera les activités de tous les employés des médias autorisés par le gouvernement. Il pourra sanctionner les fausses enquêtes, les plagiat et les publicités vulgaires, précise le Beijing Times. La décision fait suite à la révélation de plusieurs cas d'extorsion de fonds et de chantages, notamment de la part de commentateurs financiers. *(S.C.M.P., 17 septembre)*
- 16-17 sept.** **Une série d'attaques cybernétiques ont frappé le site 64tianwang** du militant des droits civiques Huang Qi. Après une brève suspension, elles ont repris le 18 et le 19 septembre. Le site avait annoncé l'arrestation de Tielu (voir ci-dessous 14 septembre). Créé en 1998 64tianwang est connu pour les informations qu'il fournit sur les droits de l'Homme ; ses rédacteurs sont surveillés ; Huang Qi a été incarcéré à plusieurs reprises, la dernière remontant au 23 novembre 2009 : trois ans de prison pour «divulgaration de secrets d'État», en fait parce qu'il avait diffusé des informations sur les victimes du tremblement de terre du Sichuan de 2008. *(R.S.F., 22 septembre)*
- 14 sept.** **Arrestation à Beijing de l'écrivain Huang Zerong**, connu sous le nom de Tielu, pour «création de troubles». La police a saisi des livres et un ordinateur. Elle a aussi placé en détention la personne chargée de soigner l'écrivain, âgé de 81 ans. Huang Zerong avait récemment critiqué Liu Yunshan, membre permanent du bureau politique et chargé de la propagande du parti, pour avoir renforcé le contrôle sur les médias. Il avait passé vingt-trois ans dans un camp de travail, après la campagne de répression qui avait suivi le mouvement des «cent fleurs» (1957). *(Associated Press, 16 septembre)*
- 1 sept.** **Trois des universités les plus prestigieuses de Chine ont entrepris récemment de resserrer leur contrôle sur les étudiants** et sur les enseignants. L'Université de Beijing portera ses efforts sur le réseau de l'internet pour une surveillance ininterrompue des opinions circulant sur la toile, de façon à écarter les attaques visant le parti communiste et le système socialiste. L'Université Fudan de Shanghai va dispenser une formation adaptée aux enseignants car «certains d'entre eux n'ont pas une approche correcte des problèmes auxquels la Chine est confrontée dans une période de transition». L'université Sun-Yat-Sen de Guangzhou serait touchée par des mesures semblables. *(Global Times, 1 septembre)*
- 23 août.** **Suppression du festival du film indépendant qui devait se tenir à Beijing du 23 au 31 août.** Les pressions administratives ont commencé le 19 août par la visite d'une cohorte d'inspecteurs. Le 22, le directeur artistique et le directeur exécutif de l'organisation de parrainage ont été contraints, après six heures de détention, de promettre d'annuler le festival. Pour plus de sûreté, l'administration avait coupé l'électricité dans la zone concernée. Le 23 août enfin, la police et un groupe de voyous ont bloqué les entrées. Dans une lettre ouverte, une centaine d'artistes, d'écrivains et d'universitaires ont dénoncé cette violation de la loi et de la liberté artistique. *(Weiquanwang, 23 août)*

RÉPRESSION DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

La répression des assemblées civiques reprenant les mots d'ordre du pouvoir sur la lutte contre la corruption et contre les gaspillages de fonds publics, se poursuit depuis mars 2013. Les demandes faites aux dirigeants de publier leur fortune personnelle ont été fort mal appréciées à la tête du parti. Avec la condamnation le 5 septembre du militant de l'Anhui Zhang Lin, on en est à la quatorzième condamnation lourde pour participation à ce mouvement pacifique, en tous points conforme aux dispositions de la Constitution.

- 11 sept. Arrestation à Hangzhou (Zhejiang) pour «subversion du pouvoir d'État» de Chen Shuqing**, membre du parti démocrate (interdit en 1998). La police a perquisitionné son domicile et saisi un disque dur, un téléphone portable et différents écrits. Il avait été interrogé en août, peu de temps après l'arrestation d'un autre membre du parti démocrate Lü Gengsong. Un des fondateurs du parti Xu Guang, avait été arrêté en mai 2014 pour «incitation à la subversion». (Weiwanwang, 11 septembre)
- 6 sept. Onze activistes du Guangdong qui cherchaient à recueillir des fonds** et à attirer l'attention sur le sort de trois militants des droits civiques sur le point de comparaître en justice (Guo Feixiong, Tang Jingling et Huang Wenxun) ont été appréhendés pour «création de troubles». Quatre d'entre eux sont en détention : Zhang Weihong, Lai Rifu, Chen Wuquan (avocat rayé du barreau) et Zhang Xiaoxiang. (C.H.R.D., 2-10 septembre)
- 5 sept. Un tribunal de Bengbu (Anhui) a condamné le militant des droits civiques Zhang Lin à trois ans et demi de prison**, pour «rassemblement de foule dans le destin de détruire l'ordre en un lieu public». Il avait de fait aidé à organiser des protestations contre le refus – lié à son activisme - d'inscrire sa fille dans une école primaire de Hefei, capitale de l'Anhui. L'état de santé de Zhang Lin est préoccupant. Il a décidé de faire appel de la décision. (Weiwanwang, 5 septembre)
- 13 août Arrestation officielle pour «subversion du pouvoir d'État» du militant de Hangzhou (Zhejiang) Lü Gengsong**. Il était détenu depuis le 7 juillet. Il avait déjà passé quatre ans en prison après sa condamnation en 2008 pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État». (Weiwanwang, 13 août)
- Août Song Zaimin, un participant du mouvement démocratique de 1989 et militant des droits civiques, disparu au mois d'août**, a été placé dans l'hôpital psychiatrique Pingou de la capitale. Cette détention, comme celle de Shi Genyuan (voir ci-dessous) contredisent ouvertement la loi sur la Santé mentale, entrée en vigueur en mai 2013. Au printemps 2014, un groupe de travail des Nations unies sur les détentions arbitraires avait qualifié d'arbitraire l'enfermement depuis 2007 de Xing Shiku au Heilongjiang et affirmé que «la détention psychiatrique ne devait pas servir à mettre en danger la liberté d'expression». (Civil Rights and Livelihood Watch, 16 septembre)
- 29 juil. La police a arrêté à Shenzhen, Zhuhai et Shanghai vingt et un bouddhistes du groupe Huazang Dharma**, dont son fondateur Wu Zeheng. Ils sont accusés de fraude et de viols et «d'usage d'un culte malsain pour saper l'application des lois». La presse officielle les a présentés comme des criminels. Wu Zeheng avait déjà passé onze ans en prison, après sa lettre ouverte de 1998 demandant aux dirigeants du parti d'entreprendre des réformes politiques. (C.H.R.D., 15 août)
- 23 juil. Condamnation du militant du Yunnan Dong Rubin à six ans et demi d'emprisonnement** pour «création de troubles» et «opérations commerciales illégales». Le tribunal du district Wuhua à Kunming lui a infligé en outre une amende de 350.000 yuan.
Ce procès appelle plusieurs remarques. Dong Rubin avait remis en cause sur l'internet la manière dont avait été menée l'affaire de la tuerie de citoyens chinois en 2012 sur le fleuve Mékong ; il avait devant lui au tribunal de Kunming le même procureur qui avait instruit l'affaire du Mékong mais son avocat n'a pu obtenir le transfert vers une cour plus impartiale. En outre les deux chefs d'accusation utilisés à son encontre ont été définis postérieurement aux faits qui lui sont reprochés et l'un des principes les plus élémentaires du droit est la non-rétroactivité des lois. (Civil Rights and Livelihood Watch, 23 juillet)

- 21 juil.** **Des policiers ont tenté de retirer la croix qui surmonte l'église de Pingyang**, près de Wenzhou (Zhejiang). Il en est résulté une bagarre avec un groupe de fidèles dont certains ont été blessés. L'action intentée en justice n'a pas empêché le retrait de la croix le 14 août. Quatre jours plus tard, quatorze avocats ont dénoncé, dans une lettre ouverte, la violation de l'article 36 de la Constitution, relatif à la liberté religieuse et les attaques physiques menées contre des fidèles par des policiers et par les voyous qui les accompagnaient. (*Weiquanwang*, 18 août)
- 4 juil.** **Condamnation par un tribunal de Nanle (Henan) d'un prêtre chrétien, Zhang Shaojie**, à douze ans de prison pour «fraude» et «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre social». Le président de l'église patriotique protestante, reconnue par le gouvernement, avait été arrêté avec vingt autres personnes le 16 novembre 2013. Il avait aidé des fidèles dans leurs démarches contre des abus de pouvoir administratifs (démolition forcée de bâtiments culturels à Nanle) en organisant des pétitions. (*C.H.R.D.*, 8 juillet)
- 3 juin.** **Pour des commentaires diffusés sur l'internet, le blogueur et homme d'affaires Shi Genyuan a été interné dans l'hôpital psychiatrique n°3 de Quanzhou** (Fujian). Après les menaces reçues des agents de la Sécurité, sa famille a cessé les démarches en faveur de sa remise en liberté et empêché ses amis de lui trouver un avocat. Shi Genyuan avait été arrêté en mai 2013 pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» et relâché en août 2013, après une expertise psychiatrique qui sert de justification à son internement présent. (*C.R.L.W.*, 4 septembre)

JEUX OLYMPIQUES ET RÉPRESSION

Du 16 au 28 août se sont déroulés à Nanjing (Jiangsu) et dans quelques villes voisines les Jeux olympiques de la Jeunesse. Les autorités ont tout fait pour tenir les festivités et les participants à l'écart des tensions sociales et politiques. Pas moins de trois cents militants, pétitionnaires et cybernautes ont subi des restrictions de liberté : déplacements interdits, refus d'entrée dans les stades, assignations à résidence, détentions en prisons clandestines, voyages contraints et interrogatoires. Ces mesures, de même que les contrôles et harcèlements policiers, ont commencé dès la fin juillet.

Ces restrictions n'ont pas touché seulement les habitants de Nanjing ; des voyageurs d'autres provinces n'ont pu quitter leur ville de résidence ; d'autres ont été contraints de quitter Nanjing pour retourner chez eux ; d'autres encore, qui avaient imprudemment sur l'internet dit leur intention d'assister aux Jeux, ont été placés en détention ou soumis par les autorités locales à des convocations successives qui leur interdisaient le voyage. (*C.H.R.D.*, 31 juillet-28 août)

AVOCAT. APPAREIL JUDICIAIRE. CORRUPTION.

- 23 sept.** **Quelque trente mille personnes pourraient avoir consommé de la bière fabriquée avec du dioxyde de carbone industriel**, trois fois moins cher que le dioxyde normal et qui peut entraîner des suffocations. Les six personnes arrêtées à Meizhou (Guangdong) auraient produit et vendu 480 tonnes de cette bière frelatée. (*S.C.M.P.*, 23 septembre)
- 20 sept.** **La lutte contre la pornographie lancée en avril 2014 a abouti à la fermeture de près de 1,8 million de comptes** sur les réseaux sociaux et les messageries. Plusieurs de ces sites étaient liés à des réseaux de prostitution. (*Xinhua*, 20 septembre)
- 11 sept.** **Les avocats des militants des droits civiques Guo Feixiong (ou Yang Maodong) et Sun Desheng ont décidé de ne pas assister à l'audience du tribunal**; après le refus opposé par ce dernier à leur demande de copie de plusieurs éléments du dossier utilisés par l'accusation. Ils estiment ne pas pouvoir assurer la défense de leurs clients. Ces derniers ont assuré qu'ils demeureraient silencieux lors du procès. Le tribunal a reporté l'audience. Guo Feixiong est détenu depuis août 2012 pour troubles à l'ordre public, suite à des rassemblements en faveur de la liberté de la presse et de la

lutte contre la corruption des officiels. (*South China Morning Post*, 12 septembre)

5 sept. **L'avocat Cheng Hai, qui avait assisté son confrère Ding Jiayi (du Nouveau Mouvement des Citoyens) lors du procès d'avril dernier, a perdu sa licence professionnelle annuelle** pour avoir à cette occasion «troublé l'ordre du tribunal». Le Bureau de la Justice lui a accordé une audience à ce sujet, à laquelle de nombreuses personnes ont voulu assister, y compris des militants et des avocats. Les policiers ont appréhendé une quarantaine d'entre elles pour interrogatoire, ne les relâchant que quelques heures plus tard ou le lendemain, ou après une semaine de détention administrative pour deux personnes qui avaient «troublé l'ordre de la sécurité publique dans une unité de travail». (*Weiqluanwang*, 9 septembre ; *Human Rights Campaign in China*, 5 septembre)

11-12 août **Les autorités de Mudanjiang (Heilongjiang) ont interdit par écrit aux avocats Tang Tianhao et Wang Yu de rencontrer leur client**, peut-être membre de la secte Falungong, à la prison n°2 de la ville. Le texte leur refuse l'entrée dans l'établissement, le droit de déposer une plainte et le droit d'obtenir des explications sur les bases de la décision. (*C.H.R.D.*, 12 août)

7 août **Après trois ans d'incarcération, l'avocat défenseur des droits de l'Homme Gao Zhisheng sort de sa prison du Xinjiang.** Sa liberté semble limitée : il est accompagné d'agents de la sécurité et il lui est interdit de téléphoner à ses proches. Réfugiée aux États-Unis depuis 2009, son épouse Geng He est parvenue à joindre son frère qui lui a précisé qu'elle ne pouvait parler à son époux. L'état physique de Gao Zhisheng exigerait une prise en charge médicale à Ouroumtchi (Xinjiang). Cette libération tardive est l'aboutissement d'une série de péripéties. Pour avoir défendu des adeptes du Falungong et des fidèles d'églises chrétiennes, Gao Zhisheng a perdu sa licence professionnelle en 2005. En 2006, il est accusé «d'incitation à la subversion du pouvoir d'État» et condamné en décembre à trois ans d'emprisonnement assortis d'un sursis de cinq ans. Bien qu'en principe libre de ses mouvements, Gao a disparu à plusieurs reprises et fut torturé en détention de 2007 à 2011. Son sursis a été révoqué en décembre 2011 ; il était incarcéré au Xinjiang, avec très peu d'informations disponibles sur son sort et ses conditions de détention. (*Weiqluanwang*, 7 août)

1 août **La police de Zhengzhou (Henan) a placé en détention sept des quarante-deux personnes appréhendées devant la prison n°3**, parce qu'elles manifestaient ou faisaient la grève de la faim. Elles voulaient ainsi protester contre le refus de contact avec un avocat que la police imposait depuis mai à dix détenus, appréhendés à l'approche du vingt-cinquième anniversaire du massacre de Tiananmen (1989) et dont on était sans nouvelles. Le 5 août, l'un d'entre eux, Jia Lingmin, a pu rencontrer son avocat. Un militant des droits civiques du Hubei, Chen Jianxiong, a été reconduit chez lui à Chibi et arrêté le 2 août, pour «rassemblement de foule visant à détruire l'ordre en un lieu public». (*C.H.R.D.*, 3-5 août)

10 juil. **Révocation de la licence professionnelle de l'avocat Wang Quanping.** Il s'était fait remarquer ce printemps en se rendant de Guangzhou à Beijing pour assister au procès de l'avocat Ding Jiayi dans une voiture bariolée de messages sarcastiques concernant la campagne anticorruption menée par le chef du Parti. Il avait été par la suite incarcéré un mois. (*C.H.R.D.*, 15 août)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

23 sept. **En 2013, les accidents survenus dans les mines de charbon ont fait 1.049 morts ou disparus.** Le nombre des mineurs atteint ou dépasse un million. Le taux annuel de décès avoisine donc un pour mille. (*S.C.M.P.*, 23 septembre)

22 sept. **Une explosion survenue dans une fabrique de pétards et feux d'artifice a tué douze personnes** et fait trente-trois blessés et deux disparus dans le village de Baofeng, près de Liling (Hunan). C'est un fait bien connu que les règles de sécurité au travail sont très souvent violées, notamment dans le souci de compression des charges salariales. (*Associated Press*, 23 septembre)

- 19 août** **Une explosion à la mine Dongfang, près de Huainan (Anhui), a fait trois morts** mais, une semaine plus tard, vingt-quatre mineurs n'étaient toujours pas remontés à la surface. La mine avait reçu à plusieurs reprises des ordres de suspension d'activité en raison des risques d'inondation. Cinq jours plus tôt, l'inondation d'une mine de charbon du Heilongjiang avait fait cinq morts et onze disparus. (C.L.B., 25 août)
- 18 août** **Plus de dix mille conducteurs de camion ont entamé une grève au port de containers de Ningbo** (Zhejiang) pour obtenir le relèvement de leurs rémunérations, inchangées depuis huit ans. De violentes bagarres les ont opposés le 20 août à la police anti-émeute. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés après avoir forcé la porte d'un commissariat et exigé la remise en liberté de deux grévistes détenus. (C.L.B., 21 août)
- 2 août** **Une explosion de poussière d'aluminium a fait soixante-quinze morts et cent quatre-vingt-six blessés** dans une usine de Kunshan (Jiangsu) qui appartient à la firme taiwanaise Zhongrong Metal Products et qui fournit en roues General Motors. Quarante ouvriers sont morts d'asphyxie sur le champ. Nombre de rescapés souffrent de graves brûlures. La catastrophe pouvait être évitée par des mesures de prévention élémentaires que la direction n'a pas voulu prendre malgré plusieurs alertes officielles et des manifestations ouvrières. L'émotion est d'autant plus grande que pour attirer l'investissement extérieur, la municipalité avait diffusé des documents où l'on trouvait cette phrase d'un humour douteux : «La population de Kunshan fait bon accueil à votre investissement. Plus vous nous exploitez, plus nous sommes heureux». (ChinaFile, 18 septembre)

QUESTIONS RURALES. ENVIRONNEMENT. NIVEAU DE VIE.

- 21 sept.** **La pollution carbonée émise par habitant en Chine dépasse pour la première fois en 2013 celle de l'Union européenne**, avec respectivement 7,2 tonnes et 6,8 tonnes de dioxyde de carbone. La pollution globale engendrée par la Chine dépasse celle de l'Union européenne et des États-Unis et représente 28% de la pollution mondiale. Depuis 2006, la Chine a pris la place des États-Unis comme premier pays pollueur de la planète. (Financial Times, 22 septembre)
- 18 sept.** **Selon un rapport de la banque suisse U.B.S., le nombre des Chinois milliardaires en dollars s'est élevé à 190 dans les douze derniers mois**, en progression de trente-trois personnes. Ces cent quatre-vingt-dix milliardaires détiendraient un total de 440 milliards de dollars, soit à eux seuls 4,6% du P.I.B. chinois (9.330 milliards de dollars en 2013). Les milliardaires américains sont trois fois plus nombreux mais le produit intérieur brut américain par personne est, selon la Banque mondiale, de sept à huit fois plus élevé : 53.146 \$ contre 6.807 \$ en 2013. La société chinoise est donc nettement plus inégalitaire que celle des États-Unis.
- 15 sept.** **Pour remédier au manque d'eau qui affecte Beijing** et en particulier les zones d'immigration massive en provenance des campagnes, les habitants de la capitale bravent la légalité en creusant leur propre puits pour s'approvisionner directement dans la nappe phréatique, ce qui aggrave la situation. Le niveau de la nappe est descendu de douze mètres depuis 1999 selon les statistiques officielles ; cet été, la distribution publique a été marquée par de fréquentes coupures et une si mauvaise qualité de l'eau que nombre de ménages la refusent pour la cuisine et la toilette. (S.C.M.P., 15 septembre)
- 13-14 sept.** **Des milliers de personnes ont défilé à Huizhou et dans le district Boluo** (Guangdong) pour protester contre un projet d'incinérateur qui traiterait 2.600 tonnes de déchets chaque jour. Trente-deux personnes ont été arrêtées pour troubles à l'ordre public et vingt et une étaient encore détenues le 15 septembre. Cinq d'entre elles sont accusées d'avoir diffusé de l'information erronée sur l'internet. Le projet inquiète d'autres agglomérations situées dans le delta de la rivière des Perles, notamment Shenzhen et Dongguan ainsi que Hongkong. (S.C.M.P., 15 septembre)

MINORITÉS ETHNIQUES.

QUESTION TIBETAINE

- 24 sept.** **Quatre Prix Nobel Jody Williams, Shirin Ebadi, Leymah Gbowee et la Campagne internationale pour l'abolition des mines terrestres refusent de se rendre** au sommet mondial des lauréats du Prix Nobel (13-15 octobre, Cape Town, Afrique du Sud). Leur décision se fonde sur le refus sud-africain d'accorder un visa au Dalaï-lama, lauréat lui aussi, et sur les remerciements exprimés par le parti chinois à la suite de cette décision. *(Phayul, 24 septembre)*
- LdH :** Nous ignorons à ce jour si l'Union européenne, elle aussi lauréate, aura le courage d'affirmer son indépendance et son mépris des pressions de Beijing sur l'institutions du Nobel. En tout cas, elle n'a pas co-signé l'appel lancé le 15 septembre par quatorze Prix Nobel au président sud-africain pour qu'il accorde un visa au dalaï-lama.
- 19 sept.** **Le moine Lobsang Gendun, du monastère Drongsar, a été condamné à dix ans de prison** par un tribunal du Chamdo. Ses protestations solitaires avaient troublé la célébration de l'anniversaire du parti communiste, le premier juillet dans la région de Pashoe. *(Phayul, 19 septembre)*
- 17 sept.** **Un étudiant de 22 ans, Lhamo Tashi, est mort dans les flammes dans le district Hezuo** de la préfecture autonome tibétaine du Gansu. La dernière immolation par le feu remonte au 15 avril dernier, dans le district Daofu (province du Sichuan). *(R.F.A., 21 septembre)*
- 9 sept.** **Un tribunal de Lanzhou (Gansu) condamne un moine de Labrang, Jigme Guri, à cinq ans de prison** pour «incitation au séparatisme». *(Phayul, 9 septembre).*
- 28 août** **Le moine Phurbu Tsering Rinpoche serait méconnaissable en raison de son état de santé.** Emprisonné au Sichuan, il a été condamné à huit ans et demi d'incarcération pour «possession illégale de fusils et d'explosifs» et pour «occupation de biens d'État». Lors du procès de décembre 2009, ses avocats avaient parlé de tortures pratiquées pendant des mois et d'aveux forcés. *(Tibetan Center for Human Rights and Democracy, 28 août)*
- 13 août** **Le moine Gonpo Trinley, parvenu en Inde au mois d'août, y a apporté des informations sur quarante-cinq prisonniers tibétains qu'il avait rencontrés** lors de sa détention à la prison de Deyang. On ne savait rien de dix-huit d'entre eux. Une dizaine reste incarcérée, dont deux condamnés à vie. La prison de Deyang enfermait 2.700 prisonniers en 2008-2009, répartis en unités de travail de trois cents personnes. On y travaillerait neuf heures par jour. *(T.C.H.R.D., 13 août)*
- 12 août** **Des forces paramilitaires ont blessé par balle plusieurs Tibétains** qui manifestaient après l'arrestation, la veille, de leur chef de village à Serashul dans la préfecture tibétaine autonome de Kardze (Sichuan). Plusieurs manifestants ont été placés en détention. L'origine des troubles pourrait être la suppression d'un festival culturel tibétain. *(T.C.H.R.D., 14 août)*

QUESTION OUIGHOURE

- 23 sept.** **Un tribunal d'Ouroumtchi, capitale du Xinjiang, a condamné à la prison à vie pour séparatisme l'universitaire ouïghour Ilham Tohti,** avec confiscation de ses biens. Le professeur à l'université des minorités nationales de Beijing était accusé de défendre sur son site bilingue sino-ouïghour l'indépendance du Xinjiang et d'être membre d'une «organisation criminelle séparatiste». Il a prétendu n'avoir jamais voulu qu'un réajustement de la politique centrale dans la région autonome. Il a décidé de faire appel. La police a empêché les journalistes et neuf diplomates occidentaux d'assister au procès.
- Ilham Tohti avait été arrêté en janvier 2014, après l'attaque suicide d'un véhicule sur la place Tiananmen. Selon l'un de ses avocats, Li Fangping, l'universitaire aurait été entravé dans sa cellule pendant plus d'un mois. Son épouse, Guzaili Nuer, suivie en permanence par la police, s'inquiète de l'état de santé de son époux, à qui l'on a refusé les consultations hospitalières. Avant son arrestation, il avait été plusieurs fois

assigné à résidence et interdit de sortie du territoire. (A.P., A.F.P., 17-23 septembre)

21 sept. Une série d'explosions survenues dans trois localités du district Luntai (Xinjiang) a fait, selon une première version, deux morts et de nombreux blessés. Le bilan donné le 26 septembre par Xinhua est plus lourd, avec cinquante morts – dont quarante assaillants, quatre policiers et six passants – et cinquante-quatre blessés. Radio Free Asia parlait le 25 septembre de douze morts et d'une centaine de blessés. Sur dix-huit mois, les conflits du Xinjiang ont fait trois cents morts. (A.F.P., 22 septembre ; R.F.A., 25 septembre ; Xinhua, 26 septembre)

21 sept. Le ministère de la Sécurité publique et la Cour Suprême ont diffusé sur l'internet et à l'intention des organes administratifs locaux du Xinjiang des instructions sur la manière de traiter les affaires de terrorisme et d'extrémisme religieux. Le texte demande le respect des activités religieuses ordinaires, un traitement digne pour les suspects et les accusés, l'indulgence pour les délinquants qui se rendent et apportent leur témoignage et la relaxe pour les petits délinquants repentis. (A.F.P., 22 septembre)

17 sept. Un tribunal du Yunnan a condamné quatre Ouïghours – dont une femme - à des peines d'emprisonnement allant jusqu'à vingt ans de détention pour avoir projeté des attaques terroristes, fabriqué des explosifs et soutenu des suspects. Ils auraient «accepté des pensées religieuses extrémistes et des conceptions terroristes violentes». Les quatre condamnés ont fait appel du jugement. (Reuters, 18 septembre)

16 août Mise en détention dans le district Kuytun (préfecture autonome Kazakh du Xinjiang) de Ilnur Helsen, sœur de Ilshat Hesen, le vice-président de l'Association Ouïghour-Amérique installée à Washington. La police s'en est déjà prise à d'autres membres de la famille d'Ilshat Hesen, sans doute pour exercer des pressions sur ses activités aux États-Unis. (R.F.A., 12 septembre)

Août Le district de Qargan a décidé d'accorder dix mille yuan (1.250 €) de pension annuelle pour tout mariage interethnique. Le revenu rural annuel moyen est de 7.400 yuan (925 €). Le district est le seul à ce jour au Xinjiang à prendre une telle mesure d'encouragement au métissage. Sa population est à 72% ouïghoure. (S.C.M.P., 2 septembre)

QUESTION MONGOLE

20 sept. Dans une vidéo-déclaration, l'épouse Xinna du militant mongol Hada fait état de harcèlement ininterrompu ces derniers mois et de menaces d'arrestation à l'encontre de leur avocat Khas qui avait aidé Hada à rédiger un recours en appel. Il est interdit à Xinna ainsi qu'à son fils, de rendre visite à son époux, au motif qu'elle s'est exprimée sur l'internet. Depuis la mi-août, il leur est impossible de téléphoner ou d'accéder à l'internet.

Après quinze ans d'incarcération pour «espionnage», «séparatisme» et «vol de secrets pour l'ennemi» et officiellement libre depuis le 10 décembre 2010 Hada se trouve en réalité interné sans jugement dans une prison clandestine. (Souther Mongolian Human Rights Information Center, 20 septembre)

HONGKONG ET MACAO.

27 sept. La police a chassé dans l'après-midi les deux cents protestataires qui avaient pénétré aux abords des bâtiments gouvernementaux dans le quartier de l'Amirauté et près du parc Tamar. Elle a arrêté soixante-quatorze d'entre eux, principalement pour «rassemblement illégal». Les affrontements de la nuit ont fait quatre blessés dans les rangs de la police et onze parmi les employés du gouvernement. On ignore le nombre des blessés dans les rangs adverses. Un communiqué du côté démocrate, signé notamment du président du parti travailliste et de la présidente du parti démocrate, demande la libération des détenus et l'accès à l'espace prévu pour les manifestations. Arrêté le 26 au soir pour trois délits non précisés, le dirigeant du groupe Scholarism Wong Chi-fung reste en détention. Mille cinq cents élèves du secondaire ont décidé de quitter les cours, pour exprimer leur soutien au mouvement des étudiants. (S.C.M.P., 27 septembre)

- 25 sept.** **N'ayant pu obtenir de rendez-vous avec le chef de l'exécutif Leung Chun-ying, les étudiants ont décidé de bloquer les routes aux alentours du bâtiment gouvernemental** situé dans le quartier des affaires ; ils espèrent contraindre ainsi le pouvoir local à engager un dialogue. Ils menacent d'intensifier leur action s'ils n'obtiennent aucune réponse des autorités. La veille, ils avaient entrepris dans le même dessein mais sans résultat, une marche vers le quartier central sans en avoir demandé l'autorisation, - démarche obligatoire pour tout rassemblement de plus de cinquante personnes et marche de plus de trente participants.
Le 22 septembre, les étudiants avaient commencé une grève des cours d'une semaine pour protester contre les décisions des autorités centrales concernant l'élection de l'exécutif de Hongkong en 2017. Quatre cents enseignants et employés ont apporté leur soutien au mouvement, ainsi que le cardinal Zen Zekun. La manifestation doit déboucher le premier octobre sur l'occupation du quartier des affaires, mouvement de désobéissance civile, dont l'objet est de mettre un terme à la « colonisation » de Hongkong par Beijing. (S.C.M.P., 22-25 septembre)
- 17 sept.** **Selon un sondage mené par le Centre universitaire pour la communication** auprès de 1.006 Hongkongais, 53,7% des interrogés estiment que le Conseil législatif doit rejeter le projet de réforme électorale pour 2017. 29,3% lui sont favorables. 46,3% sont hostiles à l'occupation du quartier d'affaires. Le pessimisme sur l'avenir du territoire est tel que 21,2% de l'échantillon envisage d'émigrer. (S.C.M.P., 22 septembre)
- 10 sept.** **Ouverture d'une enquête pour « désobéissance aggravée » sur quatre salariés de casino à Macao**, qui avaient manifesté en faveur d'un relèvement des rémunérations. Les grèves et les manifestations se sont multipliées depuis le début de l'année. Le 25 août, une des responsables du mouvement a été arrêtée pour avoir rompu un cordon de police. La Loi fondamentale de Macao reconnaît le droit de manifester, de faire grève et de former des syndicats de salariés. (S.C.M.P., 17 septembre)
- 15 sept.** **Selon un sondage organisé par le South China Morning Post, 48% des habitants de Hongkong souhaitent que le Corps législatif rejette la proposition du gouvernement central** concernant l'élection de l'Exécutif du territoire en 2017. 13% ne se prononcent pas et 39% acceptent le projet. L'enquête, confiée à l'Université de Hongkong, a duré huit jours et reposait sur 1.008 entretiens téléphoniques. (S.C.M.P., 15 septembre)
- 31 août.** **Le Comité permanent de l'Assemblée nationale chinoise adopte à l'unanimité un texte déterminant les conditions d'exercice du suffrage universel à Hongkong** pour l'élection du chef de l'exécutif en 2017. Il ne pourra y avoir que deux ou trois candidats ; ils devront avoir obtenu la majorité d'un comité de nomination de 1.200 personnes. La composition du comité et sa désignation seront en accord avec celles qui avaient prévalu pour l'élection de 2012. Il serait choisi parmi 250.000 individus ou membres d'organisation, répartis en quatre secteurs et de nombreux sous-secteurs. Le projet doit être approuvé par le Conseil législatif de Hongkong à une majorité des deux-tiers. Mais pour obtenir cette majorité, il faudrait que quatre des vingt-sept membres du camp démocrate qui se sont déclarés hostiles au texte rejoignent la position du P.C.C.. En cas de rejet du texte, le mode de désignation sera celui de 2012 : il avait abouti à la désignation de Leung Chun-ying, selon toute vraisemblance membre clandestin du Parti communiste. (Sources diverses)
- 30 août** **Réélection de Fernando Chui Sai-on à la tête de l'exécutif de Macao.** Il a été choisi par un comité de quatre cents personnes, en majorité favorables au pouvoir central. Il a recueilli 95,96% des suffrages (95,3% en 2009). La veille, une consultation civile non officielle avait montré que 95% des bulletins se prononçaient pour un suffrage universel pour l'élection de 2019. La police avait arrêté plusieurs organisateurs de ce référendum pour non-respect de données personnelles. (S.C.M.P., 31 août)

TENSIONS MILITAIRES. LITIGES ET CONFLITS TERRITORIAUX.

- 11 sept.** **L'Institut pour les Affaires maritimes et océaniques des Philippines (www.imoa.ph) expose une soixantaine de cartes anciennes** qui tendent à prouver que la Chine n'a aucun droit de revendiquer la souveraineté sur les îlots Scarborough ou Panatag (Huangyan pour la Chine) car ils auraient été en permanence rattachés au territoire philippin. (*Institut pour les Affaires maritimes et océaniques des Philippines - www.imoa.ph -, 11 septembre*)
- 10 sept.** **Selon les gardes-côtes japonais,** le nombre des intrusions de bateaux chinois dans les eaux de l'archipel Senkaku/Diaoyutai s'est élevé à trente-neuf en 2012, quatre-vingt-huit en 2013 et deux cents sept pour l'année 2014, jusqu'au 10 septembre. (*Yomiuri, 12 septembre*)
- 25 août** **Des avions de l'armée taiwanaise ont décollé après l'entrée de deux appareils de surveillance chinois dans la zone de défense aérienne de l'île.** À Beijing, le ministère de la Défense a affirmé qu'il s'agissait d'opérations de routine tout à fait normales. Les sources militaires taiwanaises affirment que l'aviation chinoise évitait jusqu'à présent de pénétrer cette zone de défense aérienne ; ce changement de comportement s'expliquerait par la volonté chinoise de tester la capacité de réaction de l'aviation insulaire. (*A.F.P., 26 août*)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 23 sept.** Selon le ministère de l'Éducation nationale, un tiers des Chinois – soit quelque quatre cents millions d'individus - n'est pas capable de communiquer dans la langue nationale (Guoyu ou putonghua). Parmi les 70% qui connaissent la langue nationale, un dixième seulement pourrait le parler couramment et de manière compréhensible.
- 9 sept.** La Chine et la Russie ont décidé d'accroître leurs échanges en roubles et yuan et de renforcer la coopération interbancaire. Les banques russes pourront emprunter en Chine, ce qui diminuera la pression financière exercée par les pays occidentaux en lien avec les tensions en Ukraine. (*Reuters, 10 septembre*)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., 64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Reuters, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Standard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiquan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

POSITION PAPER ON WORKING CONDITIONS FOR FOREIGN CORRESPONDENTS IN CHINA. Foreign Correspondents' Club of China. 20 pp environ., 12 septembre 2014.

Le club des journalistes étrangers rassemble 243 membres de trente et un pays. Il estime que les conditions de travail se sont dégradées ces dernières années contrairement aux promesses faites à l'occasion des Jeux olympiques de 2008 et à ce que semblent croire les milieux officiels. Le rapport traite notamment des restrictions au reportage, du contrôle exercé sur les collaborateurs, des difficultés d'accès aux sources d'information, des pressions exercées lors de l'octroi des visas et des cartes de presse.

Accessible sur le site <http://www.fccchina.org/2014/09/12/fccc-position-paper-2014/>

CHINA'S TRADE IN TOOLS OF TORTURE AND REPRESSION. Omega Research Foundation – Amnesty International. 40 pp., septembre 2014.

Le rapport apporte de nombreuses précisions sur les instruments servant à infliger des sévices que la Chine fabrique, emploie et exporte vers de nombreux pays : bâtons à décharge électrique, gourdins à pointes, carcans, entraves etc. Le secteur regroupe cent trente entreprises privées.

Accessible sur le site <http://www.amnesty.org/en/news/china-s-booming-torture-trade-revealed-2014-09-23>

MANUEL OF DISOBEDIENCE, Occupy Central with Love and Peace, 25 septembre 2014.

Huit pages de recommandations pour les participants aux manifestations du premier octobre à Hongkong. En particulier : rappel des principes du mouvement et des règles de la non-violence ; aspects juridiques ; conseils en cas d'arrestation et d'interrogatoire.

Le document en anglais est accessible sur le site http://oclp.hk/index.php?route=occupy/eng_detail&eng_id=28

Le document en chinois est accessible sur le site http://oclp.hk/index.php?route=occupy/activity_detail&activity_id=90

LA DIPLOMATIE DISSOUTE DANS LE COMMERCE.

Les Français achètent plus à la Chine qu'ils ne lui vendent. Ce surplus d'importations (25,8 milliards d'euros en 2013) est le plus important des déficits commerciaux bilatéraux. Le gouvernement veut le réduire ; il a raison et en fait une de ses priorités de politique extérieure, comme le montre le récent rattachement du Commerce extérieur aux Affaires étrangères.

Mais diplomatie et commerce ne se confondent pas. Les exigences sont différentes et l'on ne remplace pas l'une par l'autre. La diplomatie doit porter des valeurs pour garder sa noblesse, en particulier le respect des rebellions légitimes et des droits de l'Homme. «L'idée des droits, dit Tocqueville, n'est autre chose que l'idée de la vertu introduite dans le monde politique».

Justement, il y a tout lieu de s'inquiéter. Avec ce cinquantenaire des relations diplomatiques franco-chinoises, les autorités françaises débordent d'enthousiasme devant l'excellence des relations bilatérales, honorées d'être engagées dans un «partenariat stratégique» avec un pays qui nie l'existence même de ces valeurs universelles qui fondent la tradition politique française. Lorsqu'il s'agit du Mali, de la Syrie ou de l'Irak, le pouvoir sait sortir les grands mots, rappeler l'appartenance au Conseil de Sécurité des Nations unies. Mais quand il faudrait jeter la pierre à des puissances réelles et à la Chine en particulier, le pouvoir institué – les Affaires étrangères, le gros des parlementaires avec leurs «groupes d'amitié» – garde clos depuis des années et les yeux et la bouche. Il serait plus digne de regarder et de parler, plus judicieux aussi car l'opinion nationale sait déjà à quoi s'en tenir sur la réalité sociale chinoise. Le pouvoir préfère perdre la face en se taisant plutôt que la faire perdre aux interlocuteurs chinois en reconnaissant la difformité et l'arriération de leur société politique. Du simple point de vue de la dignité, la France semble traiter la Chine mieux que soi-même.

À entendre célébrer sans cesse quatre millénaires de culture et un taux de croissance, on se prend à

croire nécessaire un bref rappel de réalités socio-politiques plus tangibles :

Un milliard de citoyens qui n'a pour s'informer que les morceaux choisis ou autorisés par l'État et épurés par la censure.

Les secrets d'État que sont les effectifs des camps de travail, plusieurs millions sans doute, et le nombre des exécutions capitales, plusieurs milliers sans doute, des records dans l'un et l'autre cas, tant en valeur absolue qu'en proportion de la population totale.

La fiction d'autonomie prétendument accordée au plus gros du territoire - Mongolie, Xinjiang, Tibet – soumis à une invasion démographique systématique.

La routine des incarcérations arbitraires et des tortures en détention ; les China Human Rights Defenders en ont repéré mille six cents depuis 2012.

Les violations constantes de la Constitution, quant à la liberté d'expression, d'association, de manifestation et de pratique religieuse.

La dépendance totale de la Justice envers l'appareil du Parti, dès que sont en jeu des aspects politiques. Comme on vient de voir, avec l'incarcération à vie de l'intellectuel modéré ouïghour Ilham, invraisemblablement accusé de pousser à la violence, en écho de l'emprisonnement pour onze ans du « criminel » Prix Nobel Liu Xiaobo.

Ce ne sont pas là les caractéristiques d'un despotisme éclairé sur lequel on pourrait jeter un regard bienveillant. Quand les valeurs internationalement reconnues sont à ce point rejetées, on peut garder ou élargir des contacts, mais mieux vaudrait ne pas parler d'amitié comme font ministres ou parlementaires désireux de se faire bien voir. Sinon, la honte bue, il ne restera plus à l'égard de la Chine de diplomatie digne de ce nom, mais seulement une fonction dénaturée en agence de promotion des ventes.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».